

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21829 - 80ÈME ANNÉE

## LA RÉUNION NE DOIT PAS REGARDER PASSER LE TRAIN D'UN MONDE EN MUTATION QUI RENOUVE AVEC LE DÉVELOPPEMENT APRÈS 500 ANS D'HÉGÉMONIE OCCIDENTALE

Ce 9 mai, Moscou a accueilli les commémorations du 80<sup>e</sup> anniversaire de la victoire sur l'extrême droite en Europe, en l'absence des dirigeants occidentaux. Un symbole fort pour un événement rappelant le rôle central de l'URSS, qui libéra la moitié du continent et prit Berlin en 1945. En France, l'armée de la Libération, majoritairement composée de soldats africains, mit fin au régime de Vichy dirigé par l'extrême droite. Pourtant, aujourd'hui, l'extrême droite resurgit en Europe, ciblant les populations qui contribuèrent à sa défaite en France. La victoire de 1945 permit aussi l'émergence d'un modèle social très avancé (Sécurité sociale, nationalisations, statut de la fonction publique), étendu à La Réunion après l'abolition de son statut colonial en 1946. Alors que Moscou rassemblait les leaders des nouvelles puissances mondiales, l'Occident, en crise et miné par la montée de l'extrême droite favorisé par la complaisance envers les racistes, semble isolé. Pour La Réunion, ce rendez-vous historique souligne l'urgence de se tourner vers un Sud global en plein essor, sous peine de rester engluée dans le sous-développement.

La cérémonie du 9 mai à Moscou, marquant les 80 ans de la capitulation nazie, a pris des allures de manifeste anti-hégémonique. En l'absence des dirigeants occidentaux, les représentants de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud et de plusieurs

États arabes et africains ont illustré un monde en mutation.

Pour le monde en développement, cet événement a servi à rappeler que la victoire de 1945 fut avant tout soviétique : l'URSS paya le prix le plus lourd (27 millions de morts) et libéra treize pays européens, de la Pologne à la Bulgarie. « *Sans Stalingrad, il n'y aurait eu ni Paris libéré, ni procès de Nuremberg* », a insisté Vladimir Poutine, saluant aussi « *les combattants venus d'Afrique, d'Asie et des Antilles, oubliés par l'histoire officielle* ».

### LA FRANCE LIBÉRÉE DE L'EXTRÊME DROITE PAR UNE ARMÉE AFRICAINE

Un rappel qui résonne en France, où l'on célèbre chaque année le rôle de la Résistance intérieure et des anglo-américains... en minorant celui des tirailleurs sénégalais, algériens, malgaches, ou marocains. Pourtant, en 1944, deux tiers des soldats de la France libre étaient issus des colonies. Ces hommes, souvent enrôlés de force, ont joué un rôle clé dans la Libération, notamment lors du débarquement de Provence. « *Une amnésie qui prend un relief particulier à l'heure où l'extrême droite française, en tête des sondages, fustige les immigrés africains* ».

### 1945-1946 : LA NAISSANCE D'UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE EN FRANCE ET À LA RÉUNION

La victoire contre le racisme permit aussi des avancées sociales majeures. Porté par un Parti communiste au plus haut, le Conseil national de la Résistance instaura la Sécurité sociale, le statut de la fonction publique et les nationalisations (énergie, transports).

« Ces mesures visaient à tourner la page du capitalisme sauvage qui avait nourri la crise des années 1930 », explique l'économiste Thomas Piketty. À La Réunion, l'abolition du statut colonial (19 mars 1946) permit d'étendre ces droits. Un progrès rendu possible par le CRADS (Comité réunionnais d'action démocratique et sociale), front réunionnais de libération.

### **L'OCCIDENT ABSENT : UN SYMBOLE LOURD DE SENS**

L'absence des dirigeants occidentaux à Moscou n'est pas anodine. Elle acte la fracture entre un « vieux monde » en crise et un Sud global dynamique. Les États-Unis et l'UE, englués dans des difficultés économiques et des tensions sociales, voient l'extrême droite progresser : au pouvoir en Italie et en Hongrie, favorite en France, influente en Allemagne. Aux États-Unis, le parti républicain, sous l'influence de Donald Trump, prône un racisme au service des ultra-riches.

### **LA RÉUNION À LA CROISÉE DES CHEMINS**

Dans ce contexte, La Réunion, département français de l'océan Indien, fait face à un dilemme stratégique. Son isolement géographique et sa dépendance à l'égard de l'ancienne métropole (80% des importations viennent d'Europe) freinent son développement. Pourtant, ses voisins – Madagascar, Maurice, les Comores – multiplient les partenariats avec la Chine, les Émirats ou la Russie. « La France utilise l'île comme une base militaire, mais investit peu dans les infrastructures ou l'éducation ». Résultat : un chômage de masse (et des inégalités criantes).

### **LE SUD GLOBAL, HORIZON INCONTOURNABLE**

Les commémorations de Moscou ont mis en lumière l'émergence d'un monde multipolaire. La Chine, premier partenaire commercial de l'Afrique, investit massivement dans les énergies renouvelables les nouvelles mobilités (train et véhicules électriques).

L'Inde et le Brésil défendent un modèle de développement moins prédateur. Pour La Réunion, s'ouvrir à ces acteurs serait vital. Une nécessité, car l'UE, confrontée au vieillissement et à la stagnation, ne peut plus être un relais de croissance.

### **1945-2025, MÊME COMBAT ?**

Huit décennies après la chute du III<sup>e</sup> Reich, le monde est à nouveau confronté à la montée des racistes. Mais si, en 1945, l'ennemi était clairement identifié, aujourd'hui, il se dissimule sous les discours sécuritaires et les promesses de « *grandeur retrouvée* ».

La commémoration de Moscou, bien au-delà de l'hommage aux vétérans, aura eu le mérite de poser une question cruciale : dans cette nouvelle lutte contre l'extrême droite, qui seront les alliés ?

Pour La Réunion, comme pour bien des territoires postcoloniaux, la réponse passera par une décolonisation économique et culturelle. À défaut, le risque est de voir se perpétuer un sous-développement dont profite surtout l'oligarchie occidentale.

**M.M.**

## STATUT DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE : LES NÉGOCIATIONS ONT ÉCHOUÉ

**Le ministre des Outre-mer s'est rendu en Nouvelle-Calédonie le 8 mai, un an après les émeutes qui ont secoué l'archipel, afin d'échanger avec les partis politiques calédoniens sur le futur statut de la Nouvelle Calédonie. Les échanges n'ont pas abouti.**

Le ministre a échangé durant trois jours avec les indépendantistes et les Loyalistes, afin de négocier le futur statut de l'archipel. Cette troisième séquence s'est soldée par un échec. *"Nous devons constater, avec franchise, qu'aucun accord n'a été conclu"*, a reconnu Manuel Valls. Au cours d'une conférence de presse le 8 mai, le ministre des Outre-mer a expliqué les raisons de cet échec.

Il y avait deux projets sur la table. D'un côté, celui porté par les Loyalistes, un projet fédéraliste de découpage des territoires avec une plus grande autonomie fiscale et économique des provinces. Un projet rejeté par Manuel Valls car *"le projet des Loyalistes et du Rassemblement mettait en cause, à nos yeux, l'unité et l'indivisibilité de la Nouvelle-Calédonie protégées par l'accord de Nouméa et notre Constitution, à travers un projet de partition. C'est pour cela que nous ne pouvions pas l'accepter même si nous en avons discuté"*. Et de l'autre, le projet des Indépendantistes, qui *"s'apparente trop à une indépendance"* pour les Loyalistes.

Le ministre des Outre-mer était plus favorable au deuxième projet, car fondé sur *"une souveraineté de la Nouvelle-Calédonie avec la France"*. Il prévoyait, entre autres, une double nationalité - française et calédonienne - et un transfert de compétences régaliennes (défense, sécurité, monnaie, justice). Tout cela serait alors inscrit dans la Constitution française.

Ce projet est jugé inacceptable pour les Loyalistes car *"cela s'apparente trop à une*

*indépendance"*, a estimé leur cheffe de file, Sonia Backès. *"Comment le numéro 3 du gouvernement peut-il arriver en Nouvelle-Calédonie et dire 'Ok, vous avez voté trois fois mais on donne l'indépendance à un territoire qui a décidé, par trois fois, de rester français parce qu'il y a eu de la violence le 13 mai dernier' ?. Quel est le message envoyé aux Français, aux Calédoniens mais aussi aux autres territoires d'Outre-mer ?"*, questionne-t-elle.

Il y a donc un statu quo. Aucun avancée possible en raison de la position stricte des Loyalistes. Pourtant, les débats portaient bien, car Manuel Valls est parvenu à mettre autour d'une table deux camps qui ne se parlaient plus, ce qui constitue malgré tout un petit exploit.

De plus, des *"points de convergences"* ont été identifiés, a assuré le ministre. Ce dernier a indiqué qu'il y aura la mise en place d'un comité de suivi. Le problème est qu'il s'agit de trouver *"un chemin entre deux voies incompatibles"*, dit son entourage et *"c'est d'une extrême difficulté"*.

Cette absence d'accord pourrait avoir de graves conséquences. L'économie de l'archipel est à la traîne depuis les émeutes. Manuel Valls a tenu à rappeler qu'*"il y a quelques jours, je vous ai dit, que s'il n'y avait pas d'accord, le chaos était possible. Je crois sincèrement que le vide laissé par l'absence d'un compromis est lourd de menaces"*, notamment en vue des prochaines élections provinciales en novembre. D'autant que les positions peuvent se radicaliser, selon le ministre.

Les partis politiques calédoniens réagissent Les Loyalistes et le Rassemblement ont dressé leur bilan des discussions sur l'avenir de la Nouvelle Calédonie suite à l'échec des discussions menées à Bourail.

Ces derniers ont attendu que le ministre des Outremer, Manuel Valls, prenne la parole pour s'exprimer. Après la conférence de presse du ministre des Outre-mer, les

Ces derniers ont attendu que le ministre des Outremer, Manuel Valls, prenne la parole pour s'exprimer. Après la conférence de presse du ministre des Outre-mer, les premiers à prendre la parole, lors d'une conférence de presse, sont l'intergroupe Les Loyalistes et Le Rassemblement - Les Républicains, qui ont assuré que *"Manuel Valls a fait échouer les négociations"*.

Pour Nicolas Metzdorf, élu Loyalistes, *"ce qu'a fait Manuel Valls, en venant, et de manière unilatérale, déposer un projet d'indépendance association de la Nouvelle-Calédonie a complètement tué les chances de réussite du conclave de Déva"*. *"Nous avons fait barrage à cette solution d'indépendance qui, hélas, comme elle a été posée dès le départ par le ministre, a biaisé toutes discussions"*, a ajouté Virginie Ruffenach, présidente du groupe Rassemblement.

Dans un communiqué de "Calédonie ensemble", réunissant le Rassemblement et les Loyalistes, *"c'est un sentiment de déception qui domine face à ce que Philippe Dunoyer qualifie d'échec collectif"*. *"Mais ce n'est pas la fin de l'histoire"*, a assuré le porte-parole du parti qui veut malgré tout être optimiste. *"Il y a un comité de suivi, a dit le ministre, qui est à disposition de tout le monde, des partenaires calédoniens et de l'État, pour continuer de travailler et c'est plus que jamais important."*

Pour le L'Eveil océanien, la déception et l'inquiétude sont partagés. Car pour Milakulo Tukumuli, la Nouvelle-Calédonie entre dans une période d'instabilité. *"À partir de maintenant on est dans un no man's land. Ça veut dire qu'il faudra attendre le deuxième semestre de l'année 2027, après les élections présidentielles, les élections législatives, qu'on ait un ministre qui vienne rouvrir le dossier calédonien. Après trois ans de vide, après une séquence où on n'est pas parvenu à un compromis politique... Donc qu'est-ce qui va se passer pendant ces trois ans ? Personne ne le sait."*

Côté indépendantistes, l'Uni dit sortir *"découragé"* des trois jours de discussions. Pour Emmanuel Tjibaou, président de l'Union calédonienne et chef de file de la délégation FLNKS lors de ces négociations, *"on n'a pas d'autre choix que le dialogue. C'est celui qui aujourd'hui, nous appelle à prendre nos responsabilités et se dépasser. Ça n'empêche en rien la possibilité d'avancer et de nourrir le débat sur les perspectives sur lesquelles on peut s'engager"*. Mais le FLNKS a rappelé qu'il ne renoncera pas à l'exercice du droit à l'autodétermination et à l'objectif de la pleine souveraineté.

Actuellement, la Nouvelle-Calédonie est une collectivité d'outre-mer à statut particulier. Son statut unique résulte de l'accord de Nouméa (5 mai 1998), approuvé lors de la consultation électorale du 8 novembre 1998. La loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 fixe le cadre dans lequel s'inscrit l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie pour vingt ans.

L'État est compétent dans le cadre de l'article 21 de la loi organique. Le haut-commissaire de la République est dépositaire des pouvoirs de la République et représente le Gouvernement. La Nouvelle-Calédonie est représentée au Parlement et au Conseil économique et social de la République dans les conditions fixées par les lois organiques.

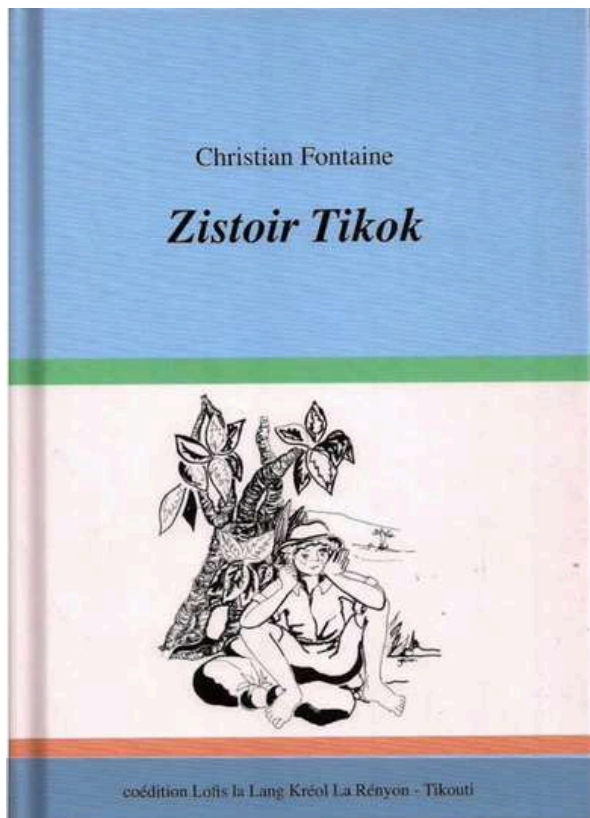
Le Congrès est formé par la réunion d'une partie des membres des 3 assemblées de provinces (respectivement 32 membres, 15 membres et 7 membres), soit 54 membres. Le gouvernement est élu par le Congrès pour une durée de 5 ans, c'est l'exécutif.

Le Sénat coutumier, les conseils coutumiers et le CESE sont les autres institutions. Les deux premières sont consultées sur les textes relatifs à l'identité kanak, et le CESE sur les sujets économiques, sociaux et culturels.

Les trois provinces Sud, Nord et îles Loyauté sont constituées en assemblées de provinces (respectivement 40 membres, 22 membres et 14 membres) et sont élues au suffrage universel pour une durée de cinq ans. Les provinces et les communes sont des collectivités territoriales. Elles s'administrent librement par des assemblées élues au suffrage universel direct.


 Oté!

## ZISTWAR TIKOK, PAR CHRISTIAN FONTAINE... ZISTWAR AN KRÉOL DANN TÉMOIGNAGES -54-TIKOK BATAY



Kréol i inm donn lo moun ti non gaté. Insi, dann lékol ousa Tikok i lé, tout marmay na sakinn son nti non : na inn i apel Robèr Sanpié ; l'ot : Popol Ni-d'poul ; in ot : Litoine Legri\* ; na ziska inn, marmay i kri ali Anni Siko-t'pip\* !... Tikok, li, son vré non, sé : Emilien 1 Biganbé, mé pokoué i apel ali « Tikok » ? Sé parské, étan-mti, li té inm batay bon-pé, lékol. Té falé pa in mous té poz si li ! Li té siport pa, sirtou, kan in pli gran té anprofit\* si in pli pti !... A sak rékréasion, si navé in batay par la, ou i pé konté : Emilien té la ! Osi, in zour, la métrès-lékol la mèt si son karné-d'not : « Elève travailleur, mais aussi : petit coq batailleur ! ». La métrès la lir sa for dovan tout la klas. Tout marmay la ri... Sé pou sa, dopi so zour-la, tout la bann i apel Emilien « Tikok »...

# Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;  
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:  
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques  
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:  
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

Site Web: [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP: 0916Y92433